

# L'Aigle Infos

*L'information qu'il vous faut!*



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N°319 DU VENDREDI 15 MARS 2024 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

**Interview**

**SORTIE DU PREMIER  
MINISTRE SUR RFI**

## L'ire de Dr Edouard Zoutomou

P.3



Édito à vue d'Aigle

## Tout ça pour ça !

*out ça pour ça ! C'est ce qui revient souvent dans les discours au lendemain de la publication de la liste des membres du Gouvernement Bah Oury. Quatorze ministres de l'équipe Goumou ont été reconduits, au grand dam de tous ceux qui s'attendaient à un renouvellement total. Quatre ministres ont été confirmés à leurs postes : Aboubacar Sidiki Camara au Ministère de la Défense Nationale ; Bachir Diallo au Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile ; Dr Morissanda Kouyaté au Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Guinéens Établis à l'Étranger ; Dr Oumar Diouhé Bah au Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique... P.2*

SÉKOU SYLLA, ACTIVISTE,  
APRÈS SA LIBÉRATION

P.4



**« C'était un dossier vide,  
et le combat continu »**

TRANSITION

P.5



**Bah Oury tient enfin  
son gouvernement**

RAMADAN

P.6



**L'Imam Mansour Fadiga  
tranche sur la polémique  
liée au début du jeûne**

MANIFESTIONS RÉPRIMÉES À KINDIA

P.7

**Le Premier ministre Bah  
Oury déplore les pertes en  
vies humaines**

COMPOSITION DU GOUVERNEMENT BAH OURY

**Le regard critique de Sékou  
Koundouno du FNDC**

P.6

PROJET SIMANDOU

P.7

**Pose de la première poutre du  
Trans-Guinéen, à Forécariah**

# Édito à vue d'aigle



## Tout ça pour ça !

**T**out ça pour ça ! C'est ce qui revient souvent dans les discours au lendemain de la publication de la liste des membres du Gouvernement Bah Oury. Quatorze ministres de l'équipe Goumou ont été reconduits, au grand dam de tous ceux qui s'attendaient à un renouvellement total. Quatre ministres ont été confirmés à leurs postes : Aboubacar Sidiki Camara au Ministère de la Défense Nationale ; Bachir Diallo au Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile ; Dr Morissanda Kouyaté au Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Guinéens Établis à l'Étranger ; Dr Oumar Diouhé Bah au Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique.

Mory Condé et Ibrahim Kalil Condé font une permutation. Le premier devient Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire chargé de la Récupération des Domaines Spoliés de l'Etat. Quant au second, il prend les rênes du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation.

Rose Pola Pricemou quitte le Plan et la Coopération internationale pour le ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Economie Numérique. Félix Lamah vient au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage en provenance des Transports. Les autres promus sont : Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme (Yaya Kaïraba Kaba) ; Ministre de l'Economie et des Finances (Mourana Soumah) ; Ministre du Budget (Facinet Sylla) ; Ministre du Plan et de la Coopération Internationale (Ismael Nabé) ; Ministre du Travail et de la Fonction Publique (Faya François Bourouno) ; Ministre de l'Environnement et du Développement Durable (Madame Djami Diallo) ; Ministère de l'Energie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures (Aboubacar Camara) ; Ministère des Mines et de la Géologie (Bouna Sylla) ; Ministère des Infrastructures et des Travaux Publics (Mahamadou Abdoulaye Diallo) ; Ministère des Transports (Ousmane Gaoual Diallo et porte-parole du gouvernement) ; Ministre de la Pêche et de l'Economie Maritime (Madame Fatima Camara) ; Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises (Dr Diaka Sidibé) ; Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (Alpha Bacar Barry) ; Ministère de l'Enseignement Pré-universitaire et de l'Alphabétisation (Jean Paul Cedy) ; Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi (Aminata Kaba) ; Ministre de l'Information et de la Communication (Fana Soumah) ; Ministre de la Jeunesse et des Sports (Keamou Bogola Haba) ; Ministère de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes Vulnérables (Charlotte Daffé) ; Ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat (Moussa Moïse Sylla) ; Secrétaire Général du Gouvernement (Benoît Kamano) ; Secrétaire Général aux Affaires Religieuses (Karamo Diawara).

Au regard de cette composition de l'équipe gouvernementale, il y en a qui pensent, à tort ou à raison, que l'on n'a procédé qu'à un jeu de chaises musicales et que la plupart des ministres n'auraient pas été proposés par le Premier ministre Bah Oury.

Kéfina Diakité

## 8 MARS 2024 Les festivités organisées à Kindia

Le vendredi 08 mars 2024 les festivités de la Journée internationale dédiée aux droits des femmes, ont été organisées à Kindia, chef-lieu de la région administrative du même nom avec pour thème «Investir en faveur des femmes: accélérer le rythme».



**L**e président de la transition, le général Mamadi Doumbouya, était annoncé ces derniers jours dans la capitale des agrumes pour communier avec les femmes guinéennes, comme il l'a fait l'année dernière à N'zérékoré, dans la région forestière. Mais l'actuel locataire du palais Mohammed V n'a pas pu effectuer le déplacement. Il s'est fait représenter par son épouse Lauriane Darboux-Doumbouya et le tout nouveau Premier ministre, chef du Gouvernement, Amadou Oury Bah connu sous le nom de Bah Oury. De nombreuses personnalités ont été aperçues à la loge officielle de la Place des Martyrs de Kindia : le président du Conseil national de la transition (Dr Dansa Kourouma), le ministre secrétaire général et porte-parole de la Présidence de la République (Général Amara Camara), le ministre directeur de cabinet de la Présidence de la République (Djiba Diakité), les secrétaires généraux

des différents départements ministériels, l'ambassadeur du Royaume-Uni, les autorités administratives de Kindia. Cette fête du 08 mars est mise à profit par les femmes pour faire des plaidoyers et attirer l'attention des décideurs sur leurs conditions de vie et travail. Bonne fête à toutes les femmes du monde et aux braves Guinéennes en particulier. À noter que le Premier ministre Bah Oury a annoncé à Kindia que 30% des postes ministériels dans son gouvernement seront réservés aux femmes. Une promesse qui, finalement, n'a pas été respectée. Dans le gouvernement Bah Oury dont la liste a été rendue publique le 13 mars, les femmes ne représentent que 21%. Espérons que le tir sera rectifié.

Kaba Kankoula

### Information importante

La Direction de l'Aigle Infos a l'honneur de porter à la connaissance des lecteurs et des annonceurs le changement du jour de parution de leur hebdomadaire préféré, pour des raisons d'ordre technique.

Au lieu de vendredi, ce sera désormais le jeudi.

Nous comptons d'avance sur l'esprit de compréhension de chacun et de tous.

La Direction



SORTIE DU PREMIER MINISTRE SUR RFI

# L'ire de Dr Edouard Zoutomou

**Le nouveau Premier ministre guinéen était l'invité de nos confrères de Rfi dans la matinée du mardi 12 mars 202. Bah Oury a soutenu que la fin de la transition en cours est incertaine en fin de cette année. Cette sortie du nouveau PM a suscité de vives indignations chez les acteurs sociopolitiques hostiles à la junte au pouvoir. C'est le cas des Forces Vives de Guinée qui se sont fendues d'une déclaration pour prendre à témoin l'opinion nationale et internationale de ce que ces propos pourraient causer au processus de transition. Dr Edouard Zoutomou Kpoghomou n'a pas caché sa colère face à cette sortie.**

**L** Aigleinfos : Dans un entretien chez nos confrères de RFI, le Premier ministre de la transition a évoqué plusieurs sujets de l'actualité nationale dont le retour à l'ordre constitutionnel. Amadou Oury a déclaré que le retour des civils au pouvoir dépendra de l'évolution des activités inscrites dans le chronogramme de la transition. Comment avez-vous réagi à cette sortie du chef du gouvernement ?

**Dr Edouard Zoutomou Kpoghomou :** Ça veut dire une fois que c'est clair, qu'il n'y a aucune volonté politique pour pouvoir résoudre cette crise qui est d'abord politique. Quand le premier ministre dit que la transition va finir en 2025 alors que lui et tous ceux qui ont supporté le CNRD et la CEDEAO se sont entendus à ce que le chronogramme de la transition finisse en 2024. Nous avons dit au sein des Forces Vives de Guinée qu'en parlant du chronogramme il faut parler du contenu en même temps. Dans le contenu il y a des étapes qui ne sont pas nécessaires tel que qu'en disant qu'ils vont mettre quelque chose en place qui va résister au temps. La seule chose qui peut résister au temps ce sont les hommes d'abord. Le premier ministre doit comprendre cela et il faut qu'il redevienne à de meilleurs sentiments parce que personne n'a le titre foncier de la Guinée.

**L'Aigleinfos :** Vous connaissiez la position de Bah Oury sur le chronogramme de la transition bien avant qu'il soit nommé. Est-ce qu'on peut dire que vous êtes surpris de ses déclarations ?

Dr Edouard Zoutomou



**Kpoghomou :** Je ne parle pas des autres mais personnellement je ne suis pas surpris, les Forces Vives ne sont pas surprises en même temps parce que Monsieur Bah Oury avait dit qu'il était impossible de pouvoir contenir la transition dans les vingt-quatre mois à cause des étapes même en trois ans quand on parle du RAVEC, RGPH. Malheureusement je peux vous dire que le Guinéen est fort en démagogie, en manipulation et se faire passer de faux pour de vrai. Il faut que nous sortions de cela car c'est le peuple qui en souffrira. Je crois qu'il faut qu'on revienne sur nos actions avec une dose de patriotisme.

**L'Aigleinfos :** Après la nomination de Bah Oury, vous l'avez félicité à travers votre coalition qui est l'ANAD. Et quelques jours après, il a reçu des anciens premiers ministres et des acteurs politiques à la primature. Est-ce que vous l'avez une fois rencontré pour parler de la conduite de la transition ?

Dr Edouard Zoutomou

**Kpoghomou :** Nous avons dit dans notre lettre de félicitation que nous attendions qu'il fasse une invitation dans la forme pour dire qu'il veut rencontrer les formations politiques pour discuter parce que tant qu'on ne discute pas ce pays ne va pas bouger. Et nous nous pensons que Monsieur Bah Oury va prendre son courage à deux mains même si ça lui valait son poste.

**L'Aigleinfos :** Alors qu'est-ce que vous exigez du premier ministre concrètement pour un apaisement de la transition ?

**Dr Edouard Zoutomou Kpoghomou :** Nous disons qu'il faut redéfinir les priorités et la redéfinition des priorités passe par le cadre du dialogue inclusif et même la CEDEAO l'a dit. Il faut faire avec tout le monde, et si cela n'est pas fait c'est eux qui vont répondre devant l'histoire.

**L'Aigleinfos :** Dans la déclaration des Forces Vives de Guinée dont votre coalition l'ANAD est membre, vous avez demandé à vos militants

**et sympathisants de se mobiliser pour répondre au mot d'ordre quand il sera lancé. Est-ce que vous voulez faire allusion aux manifestations de rue après le carême chrétien et le Ramadan ?**

**Dr Edouard Zoutomou Kpoghomou :** Je ne vous dirai pas ce que nous allons faire ou quoi que ça soit. Mais nous voulons rappeler que la transition finit le 31 décembre 2024, et on n'en parlera plus.

**L'Aigleinfos :** Comment comprenez-vous ce silence de la CEDEAO après la sortie de Bah

Oury ?

**Dr Edouard Zoutomou Kpoghomou :** La CEDEAO est dans son monde à elle. Nous ne pensons pas qu'elle va réagir mais elle ferait mieux de réagir sinon c'est une contamination en continu qui a bien commencé et il faut bien l'arrêter quelque part. On ne peut pas prendre le pouvoir par la force des armes et pouvoir l'imposer aux gens. On fait dire à Monsieur Bah Oury, ce qu'eux ils n'ont pas dit directement parce qu'on pense que comme lui il est politique, c'est lui qui peut convaincre ses pairs rapidement. Or ce politique de Monsieur Bah Oury que nous connaissons, certains disent qu'il a été membre civil du CNRD. Certes il ne portait pas la tenue et une effigie de la junte mais sachez que ce n'est pas tout le monde qui s'affirme.

**L'Aigleinfos :** Merci à vous Dr Edouard Zoutomou Kpoghomou, président de l'Union Démocratique pour le Renouveau et le Progrès et Vice-président de l'ANAD.

**Dr Edouard Zoutomou Kpoghomou :** C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

Lisez le journal numérique sur le site

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Lire L'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu

INTERVIEW

SÉKOU SYLLA, ACTIVISTE, APRÈS SA LIBÉRATION

## « C'était un dossier vide, et le combat continu »

Sékou Sylla, membre du parlement citoyen pour l'engagement civique est désormais libre de ses mouvements. L'activiste a passé plusieurs jours en garde à vue à la Direction Générale de la Police Judiciaire pour avoir participé au « concert de casserole » dont le but était de dénoncer la cherté de la vie. Il réitère que ce combat est loin d'être terminé si leur objectif n'est pas atteint.

**L'**Aigleinfos : Vous avez passé quatre jours en détention provisoire à la DPJ pour avoir initié des actions contre la cherté de la vie. Comment s'est passé votre séjour ?

Sékou Sylla : Je ne regrette pas le combat que j'ai engagé. Je vais vous dire que lorsque j'étais en détention, j'ai été bien traité pendant ces cinq jours. Rien ne m'est arrivé de grave.

L'Aigleinfos : Vous avez quand-même été privé de votre liberté durant quatre jours. Quel est votre moral aujourd'hui ?

Sékou Sylla : Le moral est toujours là. Tu sais pour un combat de vérité en Afrique, ce n'est pas toujours facile, il faut être prêt.

L'Aigleinfos : Qu'est-ce qu'on vous a reproché



pendant vos auditions ?

Sékou Sylla : On m'a notifié que j'ai participé à un trouble à l'ordre public ; que j'ai voulu inciter des gens à aller au palais du peuple pour semer la

pagaille.

L'Aigleinfos : Vu que vous avez recouvré votre liberté le lundi, est-ce que c'est une liberté provisoire ou est-ce que les charges restent

maintenues contre vous ?

Sékou Sylla : Je n'ai jamais reconnu ces charges contre moi. D'ailleurs c'est un dossier vide et elles ont été abandonnées.

L'Aigleinfos : Le ministère du Commerce en commun accord avec la chambre du commerce, de l'industrie et de l'artisanat a décidé de revoir à la baisse le prix de quelques denrées alimentaires de grande consommation excepté le riz. Etes-vous satisfait ou le combat va continuer en cas d'augmentation de ces produits ?

Sékou Sylla : S'ils augmentent on va réagir parce qu'en Guinée ça ne va pas. Ce que je vais vous dire, est que le combat continue tant qu'ils vont augmenter les prix des produits de grande consommation. En Guinée, les

commerçants augmentent les prix n'importe comment comme si on n'avait pas un Etat. Nous ne pouvons pas les laisser faire ce qu'ils veulent.

L'Aigleinfos : Pendant votre détention provisoire, est-ce que vous avez eu la visite des acteurs syndicaux pour vous remonter le moral ?

Sékou Sylla : J'ai eu du soutien. Le secrétaire général du SPPG, Sékou Jamal Pendessa est venu me voir, avec mes amis. Je les félicite pour ça.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Sékou Sylla, responsable de communication en langue soussou au sein du parlement citoyen pour l'engagement civique !

Sékou Sylla : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

## RELIGION

# C'est parti pour le mois saint de Ramadan

Les fidèles musulmans de Guinée ont débuté mardi 12 mars 2024 le mois saint de Ramadan. Pendant les 29 ou 30 prochains jours, les musulmans aptes à observer le jeûne s'abstiendront de manger et boire ou d'avoir des relations sexuelles, du lever au coucher du soleil.

**L'**e dimanche 10 mars 2024, nombreux sont les fidèles musulmans de Guinée qui se sont rendus dans les mosquées, pensant que le début du mois saint de Ramadan, c'était le lendemain. Mais ils seront désagréablement surpris d'apprendre, à leur retour à la maison, que le secrétariat général des affaires religieuses a entre-temps fait passer un communiqué annonçant le début du carême musulman pour le mardi 12 mars 2024 sur toute l'étendue du territoire national. Une décision qui, comme il fallait s'y attendre, a été diversement appréciée dans le pays. Pendant donc les 29 ou 30 prochains jours, les musulmans aptes à observer le jeûne s'abstiendront de manger et

boire ou d'avoir des relations sexuelles, du lever au coucher du soleil. Mais force est de reconnaître que ce mois de pénitence arrive cette année dans un contexte particulièrement difficile pour les Guinéens aussi bien à Conakry, la capitale que dans les villes et villages de l'intérieur. En plus du manque criard de courant et de la pénurie d'eau, il y a cette flambée des prix des denrées alimentaires de grande consommation (riz, huile, sucre, oignon, etc.) en dépit des mesures prises et annoncées par les autorités en charge du Commerce. C'est le cas notamment du nouvel accord trouvé avec les opérateurs économiques pour réajuster à la baisse les prix en vue de soulager les populations pendant ce mois saint. Espérons que



ledit accord sera respecté à la lettre par certains commerçants qui, bien que majoritairement de confession musulmane, se plaisent souvent à fixer les prix de leurs articles comme bon leur semble au mois de

Ramadan, au grand dam de leurs coreligionnaires qui n'ont que leurs yeux pour pleurer.

Or le Ramadan est un mois de pénitence et de pardon. Pendant ce mois, il est

recommandé de tout faire pour que tous les musulmans soient capables d'avoir les moyens de jeûner.

Kèfina Diakité

TRANSITION

# Bah Oury tient enfin son gouvernement

Le mercredi 13 mars 2024, le décret de nomination des membres du Gouvernement Bah Oury a été lu à la télévision nationale par le ministre secrétaire général de la Présidence de la République, le général Amara Camara. Nous vous proposons ci-après la liste des ministres nommés.



- |   |  |
|---|--|
| 1. Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme : Yaya Kairaba kaba                         | et de la Protection Civile: Bachir Diallo  |
| 2. Ministère de la Défense Nationale : Aboubacar Sidiki Camara                                  | 5. Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Guinéens Établis à l'Étranger : Dr Morisanda Kouyaté |
| 3. Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation : Ibrahima Kalil Condé | 6. Ministère de l'Economie et des Finances : Mourana Soumah  |
| 4. Ministère de la Sécurité   | 7. Ministère du Budget :   |

- |   |  |   |
|---|--|---|
| 8. Ministère du Plan et de la Coopération Internationale : Ismaël Nabé                | et de l'Economie Numérique : Madame Rose Pola Pricemou   | de la Formation Professionnelle et de l'Emploi : Aminata Kaba                                       |
| 9. Ministère du Travail et de la Fonction Publique : Faya François Bourouno           | 17. Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire chargé de la Récupération des Domaines Spoliés de l'Etat : Mory Condé | 23. Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique : Dr Oumar Diouhé Bah                            |
| 10. Ministère de l'Environnement et du Développement Durable : Madame Djami Diallo    | 18. Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime : Madame Fatima Camara   | 24. Ministère de l'Information et de la Communication : Fana Soumah                                 |
| 11. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage: Félix Lamah                           | 19. Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises : Dr Diaka Sidibé   | 25. Ministère de la Jeunesse et des Sports : Keamou Bokola Haba                                     |
| 12. Ministère de l'Energie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures : Aboubacar Camara  | 20. Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation : Alpha Bacar Barry                                     | 26. Ministère de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes Vulnérables : Charlotte Daffé |
| 13. Ministère des Mines et de la Géologie : Bouna Sylla                               | 21. Ministère de l'Enseignement Pré-universitaire et de l'Alphabétisation : Jean Paul Cedy   | 27. Ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat : Moussa Moïse Sylla                     |
| 14. Ministère des Infrastructures et des Travaux Publics : Mahamadou Abdoulaye Diallo | 22. Ministère de l'Enseignement Technique,   | 28. Secrétariat Général du Gouvernement : Benoît Kamano   |
| 15. Ministère des Transports: Ousmane Gaoual Diallo et porte-parole du gouvernement   |  | 29. Secrétariat Général aux Affaires Religieuses: Karamo Diawara                                    |
| 16. Ministère des Postes, des Télécommunications                                      |  |   |

Samuel Demba. D

## KINDIA

# La colère des femmes handicapées en marge des festivités du 08 Mars

Les festivités du 08 mars ont été organisées le vendredi 8 mars 2024 à Kindia, en présence du Premier ministre et de la Première Dame, Mme Lauriane Doumbouya. Les femmes en situation de handicap ont mis cette occasion à profit pour laisser éclater leur colère.

« Nous sommes aussi venues célébrer cette fête malgré toutes les difficultés que nous traversons depuis la démolition de notre lieu de travail. Nous sommes venues montrer au

président que nous aussi, nous sommes de Kindia. Et cela fait trois ans, on ne bénéficie d'aucun soutien. Toutes les subventions qui viennent, c'est les femmes qui ont les pieds qui bénéficient pourtant nous aussi, nous faisons partie de cette ville. Nous sommes une association, on faisait beaucoup d'activités mais depuis la démolition de notre lieu de travail, nous sommes dispersées et on souffre. », a confié à Mediaguinee Aye Diakité Kaba, porte-parole des femmes handicapées



de Kindia. Et de poursuivre en ces termes : « Nous demandons au président de faire face à nous aussi. Ce n'est pas notre volonté d'avoir ce handicap, c'est une volonté divine. Qu'il

pense à nous. Même les habits qu'on a distribués aux femmes, nous on n'a rien eu. Et ça c'est difficile pour nous. Nous sommes ignorées et abandonnées à nous-mêmes, pourtant

nous avons nos enfants, nos maris qui ne travaillent pas. Alors au CNRD de penser à nous, nous souffrons énormément. »

Mamadou Oury

Lire L'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu



RAMADAN

## L'Imam Mansour Fadiga tranche sur la polémique liée au début du jeûne

Une polémique est née autour du début du premier jour de Ramadan chez la communauté musulmane de Guinée et celle du monde entier. Certains fidèles ont jeûné le lundi 11 mars alors que d'autres l'ont fait le lendemain sous-prétexte qu'ils n'ont pas vu la lune. Que dit la religion à ce propos ? Dans un entretien avec El Hadj Mohamed Mansour Fatiga, Imam de la mosquée de Nongô et doyen des Imams de la Guinée, ce religieux a levé l'équivoque autour de cette polémique.

**L'** Aigleinfos : Beaucoup de fidèles s'apprêtaient à entamer le Ramadan le lundi 11 mars mais finalement les autorités religieuses ont reporté au lendemain. Que dit l'islam par rapport à une telle décision ?

**El Hadj Mohamed Mansour Fadiga** : Avec l'arrivée du mois de Ramadan 2024, il y a eu un chevauchement, une incompréhension. Beaucoup de personnes pensaient que c'était le lundi 11 mars au lieu du mardi 12 mars comme cela a été propagé sur les réseaux sociaux depuis maintenant deux mois. Mais le secrétariat général des affaires religieuses qui est la haute autorité religieuse en Guinée nous a déclaré mardi. Ils disent pourquoi ? Il faut jeûner en observant le croissant, je veux dire la lune, et tout le monde musulman est d'accord pour ça.

**L'Aigleinfos** : Cela voudrait dire la décision des autorités religieuses est la bonne malgré la controverse qu'elle a pu créer ?

**El Hadj Mohamed Mansour Fadiga** : Ici, la décision de nos autorités musulmanes est la bonne décision pour dire que cette fois-ci nous n'allons



pas travailler avec la vision de la Mecque mais nous allons nous contenter de celle de la lune en Guinée. C'est ainsi que le Secrétariat a contacté ses démembrés de l'intérieur du pays et dans les six communes de Conakry et lorsqu'ils ont dit qu'ils n'ont pas vu la lune, c'est ainsi il a pris la décision pour déclarer que le début du Ramadan ce n'est pas le lundi mais plutôt le mardi. Seulement il y a certains qui disent que cette décision est arrivée tardivement et d'autres disent même hâtivement qu'on devrait attendre tardivement pour se

rassurer. De toutes les façons, je salue la décision.

**L'Aigleinfos** : Que dites-vous de ceux qui pensent que ce n'était pas la bonne décision ?

**El Hadj Mohamed Mansour Fadiga** : Ils doivent savoir que pour le début de Ramadan, il faut se référer toujours aux autorités religieuses du pays. Par contre celui qui a vu la lune, lui il peut jeûner. Mais si c'est la fin du Ramadan, même s'il a vu la lune, et que l'autorité n'a pas donné l'ordre il doit jeûner. Ça veut dire qu'il faut toujours se référer à l'autorité.

**L'Aigleinfos** : Mais malheureusement, certains imams ont fait prier des fidèles. Que dit la religion à cet effet ?

**El Hadj Mohamed Mansour Fadiga** : J'ai appris que des imams ont dirigé des prières des gens pour dire que de rester à l'écoute si les autorités religieuses confirment tant mieux. Vous voyez, on ne doit pas faire les choses dans le doute il faut toujours avoir de la précision. C'est pourquoi, j'invite tous les musulmans d'écouter le secrétariat général des affaires religieuses à chaque début de Ramadan

parce qu'il est doté du conseil de conseil islamique national.

**L'Aigleinfos** : Quel est le sort de ceux qui ont jeûné le lundi alors que les autorités ont déclaré officiellement que c'était le mardi ?

**El Hadj Mohamed Mansour Fadiga** : J'ai appris qu'il y a certains villages en Guinée qui ont vu la lune, pour ceux-ci c'est bon mais ceux qui l'ont fait dans le doute, se sont induits en erreur.

**L'Aigleinfos** : Quel comportement un musulman doit adopter pendant ce mois de Ramadan ?

**El Hadj Mohamed Mansour Fadiga** : C'est un mois de soumission totale et aux instructions d'Allah, être obéissant. On ne doit pas écouter de la musique et pire pour déranger les gens. Ceux-ci n'auront pas la récompense d'Allah.

**L'Aigleinfos** : Merci à vous El Hadj Mohamed Mansour Fadiga, doyen des Imams.

**El Hadj Mohamed Mansour Fadiga** : Merci à vous aussi !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

## COMPOSITION DU GOUVERNEMENT BAH OURY

### Le regard critique de Sékou Koundouno du FNDC

**D**ans un décret lu mercredi 13 mars 2024 à la télévision nationale par le ministre secrétaire général et porte-parole de la Présidence de la République, le général Amara Camara, la liste des membres du Gouvernement BAH Oury a été rendue publique. Ce qui, comme il fallait s'y attendre, a fait réagir au sein de la classe politique et des plateformes de la société civile. C'est le cas par exemple de Sékou Koundouno, responsable des stratégies et planification du FNDC, un mouvement officiellement dissous.

«Quand Mamadi Doumbouya

parle de rupture avec les pratiques du passé, on ne peut s'empêcher de rire.

Même la nomination des membres du Gouvernement s'inspire des pratiques du passé.

Tenez, au ministère de l'Environnement, il enlève une femme et la remplace par une autre femme de la même communauté ; c'est le même procédé qu'au ministère des Infrastructures et à celui de la Fonction publique.

Par ailleurs, il enlève un ministre et nomme son frère dans le Gouvernement.

Exactement, comme au temps du régime déchu.

Nonobstant la compétence réelle ou supposée de ces ministres, il faut dénoncer cette pratique qui entre dans une stratégie de politique politicienne. Ce que fait d'ailleurs depuis le 5 septembre 2021, la junte militaro-civile.

Mais parmi les nouveaux venus au Gouvernement, il y en a un qui prouve encore une fois qu'il ne faut absolument rien espérer du CNRD. Il s'agit du nouveau ministre de la Justice. S'il est un bon juriste comme le soutiennent ceux qui l'ont

côté dans l'exercice de sa fonction de magistrat, il est aussi reconnu pour être un magistrat accommodant, influençable et manipulable à souhait. Il est possible de lui faire tout et n'importe quoi. C'est dire que si « la boussole de la Transition » était abîmée avec Alphonse Charles Wright, elle va totalement disparaître

avec Yaya Kaïraba Kaba.

Pauvre de nous», a écrit Sékou Koundouno, responsable des stratégies et planification du FNDC, une structure dissoute par le ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation.

Kéfina Diakité



## MANIFESTIONS RÉPRIMÉES À KINDIA

**Le Premier ministre Bah Oury déplore les pertes en vies humaines**

*Le Premier ministre, chef du gouvernement a pris la parole le mercredi 13 mars 2024 devant la presse pour évoquer les violences survenues à Kindia à cause du manque courant. Ces manifestations ont coûté la vie à deux jeunes et occasionné des arrestations et des dégâts matériels.*



**D**eux semaines après sa nomination, Bah Oury a fait sa première apparition devant la presse nationale et internationale. En compagnie du secrétaire général du ministère de l'Energie et des directeurs généraux de l'EDG et de la SEG, le patron du palais de la Colombe a passé au peigne fin, le problème de manque de courant auquel le pays est confronté.

Tout d'abord, l'ancien ministre de la Réconciliation a déploré la répression qui a suivi ces revendications.

« Les événements de Kindia ont été particulièrement des événements regrettables et nous nous inclinons devant la mémoire des deux jeunes adolescents qui sont tombés. Nous prions pour le repos de leurs âmes et nous rappelons à nos Forces de défense et de sécurité que le maintien d'ordre est régi par des règles bien précises, on ne peut pas utiliser des armes à feu dans le cadre du maintien d'ordre », a regretté le PM.

Devant les hommes de médias, le chef du gouvernement a promis que ces morts ne resteront impunis. Il demande à ce que des enquêtes soient diligentées pour situer les responsabilités.

« Il est important que le

procureur en charge de ce territoire puisse mener des enquêtes diligentes pour que les autorités à tous les niveaux puissent savoir comment cela s'est passé. Nous ne manquerons pas de demander aux autorités administratives de la région de Kindia de nous fournir d'amples explications sur la situation. A ce sujet nous regrettons de n'avoir pas été informé à l'avance, des risques potentiels de soubresaut liés à la desserte de l'électricité à Kindia. Si on était alerté, des dispositions idoines auraient pu être prises pour éviter que la ville de Kindia puisse connaître une journée relativement violente », a-t-il instruit.

Cette crise qui frappe le pays est profond. L'ancien président de l'UDRG évoque plusieurs raisons qui seraient à l'origine du manque de courant en Guinée.

« Les barrages n'ont plus suffisamment d'eau pour différentes raisons : ceux qui font le voyage au niveau de Souapiti et Kaléta peuvent le constater, le niveau d'eau est particulièrement bas. Continuer à utiliser cette eau c'est prendre le risque de rendre les barrages inutilisables et ça sera une grande perte pour la communauté nationale et pour le patrimoine en termes d'infrastructures pour notre

pays. Donc de ce point de vue, le niveau d'eau a atteint une côte d'alerte qui oblige à agir avec parcimonie jusqu'à ce que la situation puisse s'améliorer.

Les conséquences de l'explosion du dépôt du carburant ont un effet qui impacte d'une manière ou d'une autre l'approvisionnement en carburant. Là aussi nous sommes impactés indépendamment de nous tous par cette situation.

Nos finances publiques subissent des pressions extrêmement importantes pour la satisfaction des besoins essentiels des populations. A titre d'exemple, si par exemple l'Etat engrange de manière globale des recettes de trois mille milliards de francs guinéens, tout ce montant est englouti dans l'électricité, ce qui fait que nous sommes dans une situation financièrement tendue. Et comme vous pouvez le constater, on ne peut pas le continuer ainsi. Il faut qu'on approfondisse la réflexion, qu'on sache pourquoi la Guinée n'est pas parvenue à assurer sa souveraineté énergétique malgré tout ce qu'elle possède comme potentialité hydroélectrique », a-t-il expliqué.

Néanmoins, il déclare que le problème est sur table pour tenter de trouver des solutions de sortie de crise :

« Nous sommes en train de chercher dans l'urgence, une solution palliative pour nous permettre d'améliorer ou stabiliser le peu qui existe pour que la situation ne se retrouve pas dégradée au-delà de ce qui est acceptable. Nous travaillerons d'arrache-pied pour que cette période extrêmement difficile et tendue ne puisse s'allonger dans le temps.

C'est une possibilité d'avoir un bateau avec des centrales qui était privilégiée. Mais entre nous, nous savons que ce projet est relativement coûteux », a-t-il conclu.

**Samuel Demba. D**

## PROJET SIMANDOU **Pose de la première poutre du Trans-Guinéen, à Forécariah**

*Le mardi 12 mars 2024, le président de la transition, le Général Mamadi Doumbouya, a présidé la cérémonie de pose de la première poutre du Trans-Guinéen à Kamalayah, une localité relevant de la commune rurale de Moussayah, dans la préfecture de Forécariah.*



**L**es autorités de la transition guinéenne semblent tenir vraiment à la réalisation du Trans-Guinéen, une voie ferroviaire qui reliera Beyla à Forécariah et qui traversera les quatre régions naturelles du pays dans le cadre de l'extraction et du transport du minerai de fer de Simandou. Le mardi 12 mars 2024, le président de la transition, le Général Mamadi Doumbouya, a ainsi présidé la cérémonie de pose de la première poutre dudit Trans-Guinéen à Kamalayah, une localité relevant de la commune rurale de Moussayah, dans la préfecture de Forécariah. Le locataire du palais Mohammed V était accompagné de deux de ses proches collaborateurs: le secrétaire général et porte-parole de la Présidence de la République (Général Amara Camara) et le ministre directeur de cabinet de la Présidence de la République (Djiba Diakité). L'on y a noté également la présence du président du Conseil national de la transition (Dr Dansa Kourouma), du président du Conseil d'Administration (CA) de la Compagnie du Trans-Guinéen (CTG) et des partenaires notamment

Winning Consortium et Rio Tinto.

À sa prise de parole, Djiba Diakité, ministre Directeur de cabinet de la Présidence, par ailleurs président du comité stratégique de suivi du projet Simandou a indiqué : « Je pense que c'est le témoignage de l'engagement des partenaires industriels, des membres du comité stratégique mais également des hauts cadres et conseils qui nous accompagnent quant à la réussite de ce projet, sous le leadership du Chef de l'État. (...) Depuis le 25 mars 2022, nous avons signé un accord-cadre qui nous a permis de créer la compagnie du Trans-Guinéen, un vieux rêve de nos pères fondateurs. Je pense que cette cérémonie d'aujourd'hui en est une illustration pour dire que nous pouvons réussir à réaliser ce projet. Oui ! Simandou c'est le plus grand projet au monde en 2024, mais les instructions fermes que nous avons reçues c'est bien de dire que nous avons le plus beau projet au monde, mais l'un des enjeux stratégiques et défis pour nous, c'est comment garantir l'impact sur la population, sur nos concitoyens ».

**Kaba Kankoula**

GUINÉE

## Un nouveau gouvernement avec de nombreux ministres venant de l'administration

**La Guinée qui tournait au ralenti depuis deux semaines sans gouvernement, s'est dotée d'une nouvelle équipe avec 29 membres dont six femmes. Plus de la moitié sont des inconnus, tous issus de l'administration, les partis politiques ayant été ignorés. À l'intérieur de ce nouveau gouvernement, il y a eu aussi un jeu de chaise musicale.**

**L**es postes clés de ministre de la Défense, de la Sécurité et des Affaires étrangères n'ont pas changé de titulaires. Les généraux à la retraite Aboubacar Sidiki Camara « alias » Idi Amin à la Défense nationale et Bachir Diallo à la Sécurité et Protection civile ont été reconduits ainsi que Morissanda Kouyaté aux Affaires étrangères.

Par contre, le ministère de la Justice de Guinée change de titulaire. C'est désormais Yaya Kairaba Kaba, inspecteur général des services judiciaires et pénitentiaires qui devient ministre en remplacement du bouillant Alphonse Charles Wright.

Le ministère des Mines et de la Géologie, a, lui aussi, changé de titulaire. Moussa Magassouba, décrié par les patrons des entreprises minières, cède son fauteuil à l'un de ses conseillers, Bouna Sylla, inconnu du grand public.

Au rang protocolaire, la première femme ministre occupe le 10e rang, c'est



Diami Diallo, la ministre de l'Environnement et du développement durable. Quant à Mme Diaka Sidibé qui a révolutionné l'enseignement supérieur, elle hérite du ministère du Commerce, de l'industrie et des PME.

Lors de ce remaniement, deux journalistes rentrent au sein du gouvernement : Fanah Soumah jusque-là directeur général de la radiotélévision nationale devient ministre de

l'Information et de la communication, alors que Moussa Moïse Sylla responsable de la communication du palais présidentiel, devient ministre de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat.

**Le Premier ministre guinéen Amadou Oury Bah rappelle à l'ordre les forces de sécurité après la mort de deux adolescents**

Le Premier ministre

guinéen Amadou Oury Bah a animé mercredi 13 mars un point de presse sur les événements survenus lundi 11 mars au soir et mardi 12 mars à Kindia, qui ont causé la mort de deux jeunes adolescents survenus lors de heurts entre forces de l'ordre et manifestants. Il a regretté l'incident et présenté ses condoléances aux familles éplorées, en rappelant à l'ordre les forces de sécurité qui utilisent des armes à feu dans le cadre

du maintien d'ordre.

« Les événements de Kindia ont été des événements particulièrement regrettables et nous nous inclinons devant la mémoire des deux jeunes enfants, adolescents, qui sont tombés, a déploré le nouveau chef du gouvernement guinéen. Et nous rappelons aux forces de défense et de sécurité que le maintien d'ordre est régi par des règles bien précises où on ne peut pas utiliser des armes à feu. Deuxièmement, il est important que le procureur puisse mener des enquêtes diligentes pour que les autorités puissent savoir comment cela s'est passé. À ce sujet, nous regrettons de n'avoir pas été informés à l'avance des risques potentiels, de soubresauts, liés à la desserte en électricité à Kindia. Si on était alerté, des dispositions idoines auraient pu être prises pour éviter que la ville de Kindia connaisse une journée relativement violente. »

RFI

FNDC

## Foniké Menguè pas intéressé par un poste ministériel sous le CNRD

**La nomination des membres du Gouvernement Bah Oury est devenue une réalité en Guinée. Aucun membre du Front National pour la défense de la constitution (FNDC) n'en fait partie. Quelques jours plus tôt, Oumar Sylla alias Foniké Menguè, coordinateur dudit FNDC, depuis Washington (États-Unis d'Amérique) où il participait à la conférence sur la démocratie, la liberté et les droits de l'homme organisée par World Liberty Congress( WLC), Oumar Sylla l'avait signifié à Mediaguinee.**

**A**en croire le chef de file du mouvement anti-3<sup>ème</sup> mandat, il n'est pas du tout intéressé par un poste ministériel sous la transition conduite par le général Mamadi Doumbouya. Même cas de figure pour la structure dont

il est le coordinateur, à savoir le FNDC, officiellement dissous par autorités de la transition.

« Poste ministériel? Ce que je n'ai pas accepté au début de la transition, ce n'est pas à la fin de la transition que je vais

accepter. Une transition qui finit dans 9 mois. On n'est ni demandeur ni preneur d'aucun poste. Ce qu'on demande au CNRD, au général Mamadi Doumbouya c'est de mettre un gouvernement en place qui aura pour mission

essentielle d'oeuvrer pour le retour rapide à l'ordre constitutionnel en cette fin d'année 2024, conformément à ses engagements de soldat au peuple de Guinée. On dit que le serment de soldat est sacré. Je lui rappelle

avoir dit qu'il ne fera pas un jour de plus au pouvoir. Le peuple souverain de Guinée veille », a fait savoir Oumar Sylla alias Foniké Menguè, coordinateur du FNDC.

Kaba Kankoula



## JUSTICE SOUS LE RÉGIME CNRD

# Le RPG Arc-en-ciel parle du deux poids deux mesures

**Lors de l'assemblée générale du RPG Arc-en-ciel qui s'est tenue le samedi 9 mars 2024 à son siège national à Gbessia, les responsables de l'ancien parti au pouvoir ont, dans une déclaration lue par Hadja Diaka Diakité, dénoncé une justice à deux vitesses basée sur le principe du deux poids deux mesures.**

« Chères militantes, militants et sympathisants;

Notre assemblée générale d'aujourd'hui se tient dans un climat délétère marqué par plusieurs scandales qui ont poussé à la dissolution du Gouvernement et les affaires des vidéos à caractère sexuel qui font la honte de tous les Guinéens aujourd'hui. Nous n'allons pas nous focaliser sur cette affaire de mœurs mais nous nous intéresserons à cette autre affaire de corruption à ciel ouvert qui entoure ce problème de mœurs.

En effet, chères militantes, militants et sympathisants;

Quand un ministre de la Justice par voie de presse affirme qu'il a bénéficié des avantages venant d'un homme d'affaires connu de tous. Alors, si notre justice était indépendante, le Procureur de la République doit faire une injonction contre les deux personnes pour fait de corruption.

Chères militantes, militants et sympathisants;

Comme vous le constatez, notre justice est à deux vitesses, basée sur le principe du deux poids deux mesures. Autrement comment vous pouvez



comprendre que nos camarades responsables du parti soient injustement accusés et incarcérés depuis près de deux ans sans preuves alors que le même ministre de la Justice déclare à la presse qu'il a reçu des avantages avec un riche homme d'affaires. Nos camarades responsables du parti souffrent aujourd'hui en prison au vu et au su de la communauté internationale, au vu et au su des magistrats guinéens. Alors où va notre pays la Guinée ?

Chères militantes, militants et sympathisants;

De tout ce qui précède on

est en droit d'affirmer que nos camarades injustement incarcérés sont purement et simplement des prisonniers politiques du CNRD. En témoigne le manque de preuves tangibles concernant les prétendus détournements de deniers publics.

Aujourd'hui, quand bien même, les déclarations de certaines personnalités pas des moindres collent parfaitement avec le délit de corruption et d'enrichissement illicite. Pour preuve comment un commis de l'État avec des revenus modestes peut-il en un temps record envoyer toute sa famille en Europe

? Avec quels moyens de subsistances? Autant de questionnements de fond dont le glorieux peuple de Guinée mérite d'être édifié.

Conséquemment, nous nous réservons le droit de dénoncer cette Justice à deux vitesses, sélective au grand dam de l'État de droit.

Chères militantes, militants et sympathisants;

Nous pouvons en déduire que le raisonnement de nos autorités est le suivant: FAIS CE QUE JE TE DIS, MAIS NE FAIS PAS CE QUE JE FAIS. Avec ça où va la Guinée ?

Chères militantes, militants et sympathisants;

C'est le temps de dire à nos autorités de se ressaisir au risque de rentrer du mauvais côté de l'histoire en matière de gouvernance économique, financière, et politique de notre pays.

Comme vous le constatez la situation politique en Guinée n'affiche guère une vitrine reluisante surtout avec cette gestion unilatérale de la transition, la frange la plus représentative du vaillant peuple de Guinée étant en marge du processus, nonobstant les appels lancés tous azimuts tant par les forces vives de Guinée que par la Communauté Internationale.

Chères Militantes Militants et Sympathisants;

Ensemble demandons la libération de nos camarades injustement incarcérés une fois encore, disons non à la justice des vainqueurs comme disait le sage Yamoussokro: 'La paix n'est pas un vain mot, mais un comportement », a lu Hadja Diaka Diakité, au nom du RPG Arc-en-ciel, le parti du professeur Alpha Condé.

**Mamadou Oury**

## AG DE L'UFDG

## Le parti de Cellou Dalein Diallo interpelle le président Doumbouya

**Le samedi 09 mars, l'UFDG a tenu son Assemblée Générale hebdomadaire. A cette occasion, Kalémoudou Yansané, l'un des vice-présidents du parti dirigé par Cellou Dalein Diallo s'est adressé au président de la transition.**

« Si le président Mamadi Doumbouya veut qu'il y ait de l'électricité en Guinée, s'il veut qu'il y ait de l'internet en Guinée, s'il veut qu'il y ait la cohésion sociale, on ne peut pas cracher sur tout ce peuple, il faut faire avec le peuple, il faut faire avec ceux qui comptent. S'il fait avec ceux qui comptent.. nous

l'applaudirons...Si Mamadi Doumbouya veut connaître les conditions de la femme Guinéenne aujourd'hui, qu'il prenne une voiture banalisée, qu'il vienne lui-même au km 36 à 6h du matin, il verra ces pauvres femmes, sous le fardeau, sous les sacs de tomate, les sacs d'igname, les sacs deombo. À ce niveau, le

président aura la vraie température du milieu, il verra la vraie condition des femmes aujourd'hui. Ce n'est pas les fêtes qui règlent ces problèmes. Il faut aller avec les professionnels, avec ceux qui ont l'expérience », a-t-il déclaré. S'adressant au tout Premier ministre Bah Oury, Kalémoudou Yansané a dit

ceci : « Nous sommes au troisième Premier ministre. L'ANAD a marqué la position officielle de sa coalition et donc du parti. Nous avons sans ambages, sans réserve félicité le nouveau Premier ministre, nous avons souhaité puisqu'il réclame le poste du doyen des leaders politiques en Guinée. Donc nous avons estimé qu'il

connaît le problème politique du pays, qu'il connaît le problème économique du pays, donc nous avons souhaité qu'il prenne la mesure de la situation et il prenne les dispositions qu'il faut pour résoudre les problèmes qui assaillent le pays aujourd'hui »

**Kaba Kankoula**

## DURÉE DE LA TRANSITION EN GUINÉE

**Le nouveau PM donne des indications**

**Dans l'émission «l'invité Afrique» de RFI du mardi 12 mars 2024, le nouveau Premier ministre guinéen, Amadou Oury Bah connu sous le nom de Bah Oury a abordé entre autres le sujet relatif à la durée de la transition en cours dans notre pays. Pour lui, 2025 est une bonne période pour couronner l'ensemble du processus.**



« Il y a quelques retards qui ont été constatés. Mais nous ferons le point dans les prochaines semaines ou prochains jours avec la classe politique guinéenne

de manière globale et nous ferons en sorte que les retards constatés puissent être rattrapés. Je pense que la durée de la transition dépend de ce qui va être fait

sur le terrain. Nous devons finaliser la mise en place du recensement administratif à vocation d'état civil et de ce fichier d'état civil, puis procéder à l'extraction pour

obtenir le fichier électoral. Une fois que le fichier électoral sera établi, le référendum a déjà été indiqué comme étant un objectif majeur par le Président du CNRD. Donc, d'ici à la fin de l'année, il est nécessaire que le référendum constitutionnel puisse être tenu. À partir de ce moment-là, les processus électoraux seront déclinés. J'espère que nous tiendrons le cap. Et ce qui est en train d'être fait va dans cette direction», a expliqué le locataire du palais de la Colombe. Et de marteler que toutes ces étapes du chronogramme de la transition ne peuvent être réalisées en 2024, à cause notamment de la fragilité économique et financière du pays.

« Il y a beaucoup de contingences. Dans un

contexte où nous accusons une fragilité sur le plan économique et financier, nous devons travailler à une décrispation politique pour avoir la possibilité d'examiner et de mener à bien les étapes du chronogramme dans une relative sérénité. Donc l'objectif est de terminer cela. Et je pense que 2025 est une bonne période pour couronner l'ensemble du processus, toujours avec l'aide de Dieu. Par exemple, l'explosion du dépôt de carburant a été très dure et a impacté l'ensemble des activités de l'État aujourd'hui », confiera à RFI le successeur de Bernard Goumou à la Primature. Une sortie qui ne manquera pas de faire réagir au sein de la classe politique guinéenne.

**Kéfina Diakité**

## PRÉTENDUE RENCONTRE AVEC LE NOUVEAU PM

**Cellou Baldé de l'UFDG apporte un démenti formel**

**Le samedi 09 mars 2024, Cellou Baldé, ancien député uninominal de Labé et coordinateur des fédérations de l'intérieur de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG), s'est confié à Africaguinee pour apporter un démenti formel par rapport à une prétendue rencontre qu'il aurait eue avec le nouveau PM Bah Oury.**

**D**epuis son installation dans ses fonctions de Premier ministre, chef du Gouvernement, Amadou Oury Bah, connu sous le nom de Bah Oury, a reçu certains acteurs politiques. C'est le cas par exemple de Saloun Cissé, le secrétaire général du RPG Arc-en-ciel (ancien parti au pouvoir) ou encore de Faya Millimouno, le leader du Bloc libéral (BL). Par la suite, des rumeurs ont circulé faisant état d'une rencontre entre le successeur de Bernard Goumou à la Primature et Mamadou Cellou Baldé, le coordinateur des fédérations de l'intérieur de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG), le parti dirigé par

Cellou Dalein Diallo. Mais l'ancien député uninominal de Labé s'est confié le samedi 09 mars 2024 à Africaguinee pour apporter un démenti formel par rapport à cette rumeur le concernant. « Je n'ai pas encore rencontré le Premier ministre Amadou Oury Bah. J'ai vu que certains médias avaient relayé des informations annonçant ma rencontre avec lui mais je précise que ce n'est pas le cas. Je crois même qu'ils ont rectifié le tir. Je persiste encore, que ce soit de façon officielle au nom de l'UFDG ou de l'ANAD ou en mon nom personnel, je n'ai pas encore rencontré Bah Oury », a réagi Mamadou Cellou Baldé.

Et parlant de ces séries de rencontres initiées par le nouveau locataire du palais de la Colombe et du cas de l'Alliance Nationale pour l'Alternance et la Démocratie (ANAD), à laquelle appartient l'UFDG, Cellou Baldé a dit ceci : « Quand cela sera posé, comme l'ANAD est une structure formalisée, l'UFDG est une institution, je pense que nous serons informés. Et dans ce cas, des dispositions seront prises s'il faut répondre par la positive ou par la négative. Mais jusqu'à maintenant-là, on n'est pas informés aussi bien au niveau de l'ANAD qu'à l'UFDG d'une telle démarche. Mais quand demain nous serons saisis pour cela, comme nous



avons l'habitude de le faire, si c'est au sein de l'ANAD, des discussions seront ouvertes pour qu'une

décision soit prise et si c'est à l'UFDG également, la démarche sera la même »

**Kéfina Diakité**

## GUERRE À GAZA

## Le Parlement européen appelle pour la première fois à un cessez-le-feu immédiat

Le Parlement européen a voté ce jeudi 14 mars en faveur d'une résolution sur la situation à Gaza et le fait qu'il existe un risque immédiat de famine généralisée. Le Parlement, considérant qu'Israël a renforcé le blocus de Gaza et empêche le bon déroulement des opérations humanitaires, tout en poursuivant la colonisation, appelle donc pour la première fois à un cessez-le-feu immédiat.



Ce n'est certes pas cette résolution qui va changer la situation sur place, mais c'est la première fois

depuis le début du conflit que le Parlement européen vote ce type de texte. Il faut dire que le sujet divise et qu'il est compliqué de

trouver un compromis. La résolution adoptée aujourd'hui condamne les entraves à l'aide humanitaire et les attaques

contre les convois humanitaires et demande à Israël d'autoriser et de faciliter sans délai et partout dans Gaza l'acheminement de l'aide par tous les points de passage existants.

Le Parlement européen condamne également les attaques répétées contre les civils, contre les structures humanitaires et déplore les conséquences catastrophiques de ces dernières, en particulier pour les enfants. Les députés européens exigent l'ouverture d'une enquête internationale indépendante, renouvellent leur appel à un cessez-le-feu immédiat et permanent. L'hémicycle européen se déclare profondément préoccupé par la situation humanitaire désastreuse

qui règne à Gaza, en particulier par le risque de famine imminente.

Les parlementaires demandent à Israël de respecter les dispositions du droit humanitaire international et de se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. Enfin, le Parlement réaffirme que tout doit être mis en œuvre pour éviter d'autres victimes civiles innocentes et charge sa présidente, Roberta Metsola, de transmettre ce texte au Conseil, à la Commission, aux Nations unies, au gouvernement d'Israël et à l'Autorité palestinienne.

RFI

## SÉNÉGAL

## Réunion du parti présidentiel pour renouveler le soutien à la candidature d'Amadou Ba

À Senegal, il n'y a plus que 10 jours avant la présidentielle du 24 mars. Alors que les médias sénégalais évoquaient un candidat, Amadou Ba, peu soutenu par la coalition au pouvoir qui l'a désigné, avec une campagne qui peinait à démarrer, une réunion des cadres du parti du président, l'Alliance pour la République (APR) a servi mercredi 13 mars à renouveler la confiance au candidat de la majorité.

Ils étaient une centaine de cadres de l'Alliance pour la République (APR) à participer à cette réunion convoquée par le président Macky Sall. L'occasion de « faire un

rappel des troupes », résume un participant, et de « demander à tout le monde de soutenir la candidature d'Amadou Ba ». Cette mise au point apparaît aussi dans le communiqué publié à l'issue de cette réunion de l'Alliance pour la République.

« Soucieux de la stabilité du pays », peut-on y lire, les responsables, militants et sympathisants de l'APR sont appelés « à reprendre le travail politique et électoral », autour du candidat de la grande majorité présidentielle, Amadou Ba. Car ces derniers jours, les déclarations de certains ministres



permettaient de douter de leur soutien au candidat de la majorité. Certaines sources ont même fait état de budget et de matériel de campagne qui tardait à être débloqué,

voire de la possibilité de changer de candidat en cours route.

Voilà qui devrait donc apporter un peu de clarté pour les 10 jours qui restent avant la

présidentielle, et permettre de relancer une campagne électorale qui peinait à démarrer du côté de la coalition au pouvoir.

RFI

HAÏTI

## Après le départ d'Ariel Henry, tous les espoirs se reportent sur le Conseil de transition

**Haïti face à l'inconnu après l'annonce de la démission du Premier ministre Ariel Henry. Soumis à la pression des gangs, lâché par la communauté internationale, celui-ci quittera ses fonctions après la nomination de son successeur par un Conseil présidentiel chargé de la transition.**

**S**ous la houlette de la Communauté des Caraïbes (Caricom), les acteurs politiques et de la société civile haïtienne se sont entendus pour la mise en place de ce Conseil qui sera composé de sept membres et deux observateurs censés représenter les différents courants politiques et économiques influents du pays. Mais des groupes aux intérêts divergents, qui jouent chacun leur partition. L'entente est-elle possible ?



Tout reste à faire selon le politologue haïtien Jacques Nesi, docteur en sciences politiques, membre du Laboratoire caribéen de sciences sociales, avec **Anne Corpet** : « Ce Conseil pour le moment, il va être formé des représentants de différentes forces politiques, sociales, économiques, mais il reste à mettre sur pied l'agenda et aussi son mode de fonctionnement. »

« On fait confiance au sursaut collectif »

« Parce que ça va être la collégialité qui va être la règle, dit encore Jacques Nesi. Pour le

moment, on fait confiance au sursaut collectif, à la prise de conscience citoyenne des différents acteurs. C'est vrai que, depuis trois ans, les différents acteurs politiques n'arrivaient pas à s'entendre autour d'une plateforme commune avec Ariel Henry, maintenant toute la question est de savoir : est-ce que ces différents acteurs qui vont adhérer à ce principe de collégialité vont mettre de côté leurs appétits, puisqu'ils considèrent tous Haïti, et ces acteurs politiques connaissent bien la fonction publique

comme étant une rente, où il faut s'enrichir très rapidement, tout ceci garanti par l'impunité. Donc on espère bien cette fois qu'ils vont garder de côté leurs appétits et faire place nette à l'intérêt national. »

« La classe politique va-t-elle s'entendre ? »

Pour le journaliste haïtien Jean-Renald Getty, interrogé par **Thomas Victorien**, le départ d'Ariel Henry est, en tout cas, perçu comme un nouvel espoir pour Haïti : « Le gouvernement en place n'a rien fait pour stopper cette hémorragie de sécurité, donc, pour moi Ariel Henry a fait partie du problème qui persiste dans le pays. Sa démission est un soulagement et j'espère que ça va changer la situation qui prévaut dans le pays. Je pense que le Conseil présidentiel qui va être mis en place dans le

pays va améliorer la situation du peuple haïtien. Cependant, il y a encore la classe politique haïtienne qui ne veut pas s'entendre pour donner un gouvernement qui peut répondre à cette situation », conclut-il.

**Confusion autour des raisons de la suspension de la mission kenyane**

Le Kenya va-t-il porter secours à Haïti ? Cela semble de moins en moins sûr. Après la démission du Premier ministre, Ariel Henry, Nairobi a décidé de suspendre l'envoi de policiers en Haïti qui était prévu dans le cadre d'une mission internationale soutenue par les Nations unies. Un accord avait pourtant été signé le 1er mars dernier. Mais selon les informations de RFI, le problème vient en réalité du financement de cette mission. Il y a encore quelques jours, Nairobi

assurait pouvoir déployer ses hommes en moins de 72 heures. « Mais pour cela, nous avons besoin d'argent », a toujours prévenu le Kenya, dont les caisses sont presque vides. Pas question de déployer la mission internationale sans avoir reçu au préalable tous les financements. Or, ce n'est pas ce que prévoient les traités des Nations unies.

Aujourd'hui, les autorités kenyanes ne lient pas leur revirement à ces questions financières, mais à la détérioration de la situation sur place, et à la démission d'Ariel Henry. « Sans administration politique en Haïti, il n'y a pas de point d'ancrage sur lequel un déploiement de la police puisse reposer », a expliqué le secrétaire général du ministère kenyan des Affaires étrangères. Nairobi préfère donc désormais attendre l'installation d'un nouveau gouvernement avant de réévaluer sa position.

Pas de problème, répondent de leur côté les États-Unis, qui disent comprendre le point de vue kenyan. Le Conseil de transition haïtien va être mis en place rapidement et la mission multinationale pourra vite être déployée, veut croire le département d'État américain.

RFI

**« Le secret du changement consiste à concentrer son énergie pour créer du nouveau, et non pas pour se battre contre l'ancien. »**